



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction départementale de la cohésion sociale
et de la protection des populations
Service environnement et nature
IC16411

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

MBLD – COMMUNE D'ORGERES EN BEAUCE
N° ICPE : 7155

Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1, L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 1 137 du 13 mai 1994 d'autorisation d'exploitation d'un centre de stockage de céréales par la société LECUREUR à Orgères-en-Beauce ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 octobre 2006 portant prescriptions pour l'exploitation de silos de stockage de céréales de la société LECUREUR sur la commune d'Orgères en Beauce ;
- VU** le récépissé de changement d'exploitant du 16 juillet 2010 au profit de la société MBLD ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2015 relatif à une modification des conditions d'exploitation du site (installation d'une tour de nettoyage des céréales) et fixant des prescriptions complémentaires relatives au séchoir ;
- VU** le guide de l'état de l'art sur les silos pour l'application de l'arrêté ministériel relatif aux risques présentés par les silos et les installations de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables – version 3 rédigé en 2008 par le groupe de travail national sur les silos du Ministère chargé de l'environnement ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et de Logement du Centre relatif à l'inspection du 22 avril 2016 des Installations exploitées par la société MBLD à Orgères-en-Beauce ;

CONSIDERANT que l'établissement exploité par la MBLD sur le territoire de la commune d'Orgères en Beauce est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement, relevant du régime de l'autorisation pour la rubrique 2160-2 et du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2160-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dont les risques et nuisances sont réglementés par les arrêtés ministériels susvisés du 29 mars 2004 modifié et du 26 novembre 2012 ;

26/08/2016

APRÉDI
MEDP

Beauce

5061

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, lors de sa visite d'inspection du 22 avril 2016 des installations exploitées par la Société MBLD à Orgères-en-Beauce, a constaté la présence de grains en quantité importante (environ 5 cm d'épaisseur) dans la galerie enterrée du silo ONIC, ainsi qu'au palier de la jetée de l'élévateur E1 sur le transporteur TB1 et la présence de poussières en quantité supérieure au guide de l'état de l'art sur les silos susvisés (traces de pas visibles) à l'étage 2 de la tour de manutention du silo béton, et sur le moteur situé au-dessus ; en non-conformité avec les prescriptions des articles 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 et 10 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, lors de sa visite d'inspection du 22 avril 2016 des installations exploitées par la Société MBLD à Orgères-en-Beauce, a constaté que la porte de découplage à l'étage 5 du silo béton ne se ferme pas par gravité (le rail ne glisse plus) alors que l'article 15 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 octobre 2006 susvisé prescrit que lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passage, au moyen de dispositifs mécaniques ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, lors de sa visite d'inspection du 22 avril 2016 des installations exploitées par la Société MBLD à Orgères-en-Beauce, a constaté la présence de produits étiquetés "Dangereux pour les organismes aquatiques" H411 notamment sans rétention, alors que ce dispositif est prescrit pour de tels stockages à l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 octobre 2006 susvisé ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, lors de sa visite d'inspection du 22 avril 2016 des installations exploitées par la Société MBLD à Orgères-en-Beauce, a constaté l'absence de clôture de l'établissement en certains endroits (accès possible depuis l'Est, et également côté SCAEL, et côté Nord), alors que l'article 8 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé prescrit que « sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.) » et que l'article 23 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 prescrit que « les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations » ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, lors de sa visite d'inspection du 22 avril 2016 des installations exploitées par la Société MBLD à Orgères-en-Beauce, a constaté l'insuffisance de protection de personnes exposées dans les zones d'effets en cas d'accident : absence de film de protection sur le vitrage des bureaux et locaux adjacents ; présence de sanitaire et local d'une entreprise extérieure dans la zone 22 du silo béton ; en non-conformité à l'article 14 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 octobre 2006 susvisé ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, lors de sa visite d'inspection du 22 avril 2016 des installations exploitées par la Société MBLD à Orgères-en-Beauce, a constaté l'absence de réseau fixe d'aspersion sur le séchoir alors que ce système est prescrit par l'article 2.4.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2015 susvisé ;

CONSIDERANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit que lorsqu'un inspecteur de l'environnement a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir

ARRETE

Article 1^{er} :

La Société MBLD, dont le siège social est situé 15 Place des Halles 28004 Chartres, pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'Orgères en Beauce, est mise en demeure de :

- Procéder au nettoyage et à l'enlèvement des grains et poussières dans le silo ONIC et les silos béton - **Délai : 4 jours ;**
- Entretenir les systèmes mécaniques assurant la fermeture des portes de découplage hors passage - **Délai : 7 jours ;**
- Disposer ses stockages de produits susceptibles de générer des pollutions des eaux ou de sols sur des rétentions - **Délai : 7 jours ;**
- Clôturer son établissement - **Délai : 1 mois ;**
- Mettre en place des films de protection sur les vitrages des bureaux et locaux adjacents - **Délai : 7 jours ;**
- Évacuer les sanitaires et le local de l'entreprise extérieure de la zone Z2 du silo béton - **Délai : immédiat.**

Article 2 : Délais

Les dispositions prévues à l'article 1 ci-dessus sont applicables dans les délais mentionnés à l'article 1 à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 3 :

Faute par l'exploitant de se conformer, dans les délais fixés à l'article 1, aux prescriptions visées à l'article 1 du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article L. 173-1 de ce même code.

Article 4 : Délais et voies de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement)

A – Recours administratif

L'exploitant peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service environnement et nature – 15 place de la République – CS 70527 – 28019 CHARTRES Cedex,
- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées – Direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex par les exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 5 – Notification

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire par voie administrative. Copies en sont adressées à M. le Sous-Préfet de Châteaudun, M. le Maire de la commune d'Orgères en Beauce et à M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire.

Article 6 – Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 7 – Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Eure-et-Loir, Monsieur le Sous-Préfet de Châteaudun, Monsieur le Maire de la commune d'Orgères en Beauce, Monsieur le Directeur de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, l'inspection des installations classées et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARTRES, le 24 AOUT 2016

0/ LE PREFET

La Préfet,
Pour le Préfet empêché,
Par délégation,
Le Sous-Préfet,

Wassim KAMEL